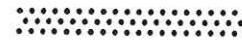
 Périimètre de protection immédiate
 Périimètre de protection rapprochée

Plan dressé par le Cabinet LEDUC Benoit, Géomètre-Expert DPLG à GRAY, JUIN 1989.

COMMUNE DE VELET 70

Périmètres de protection des Sources

Puits : Entre deux Douanes

PLAN PARCELLAIRE

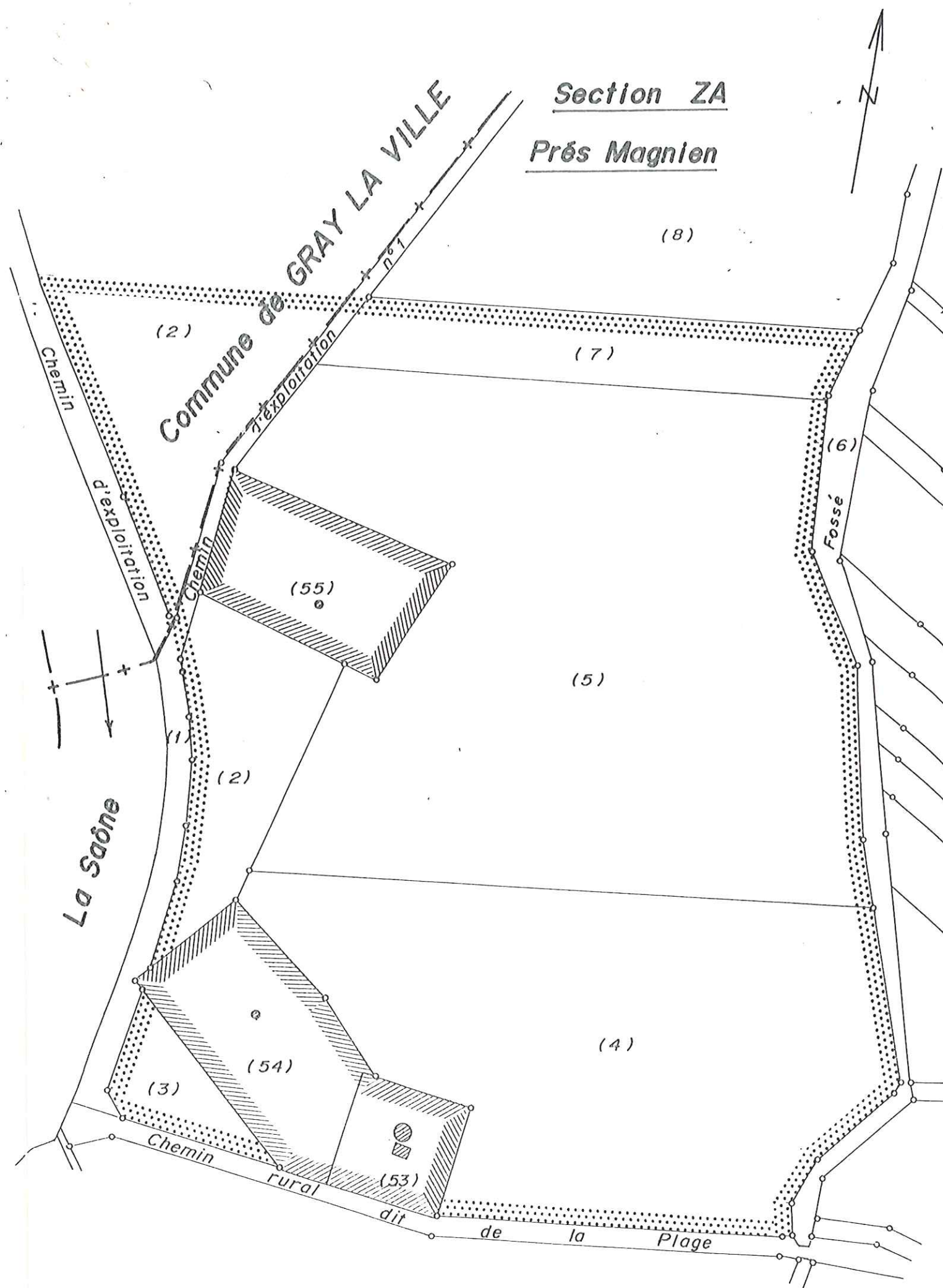
ECHELLE 1/2000

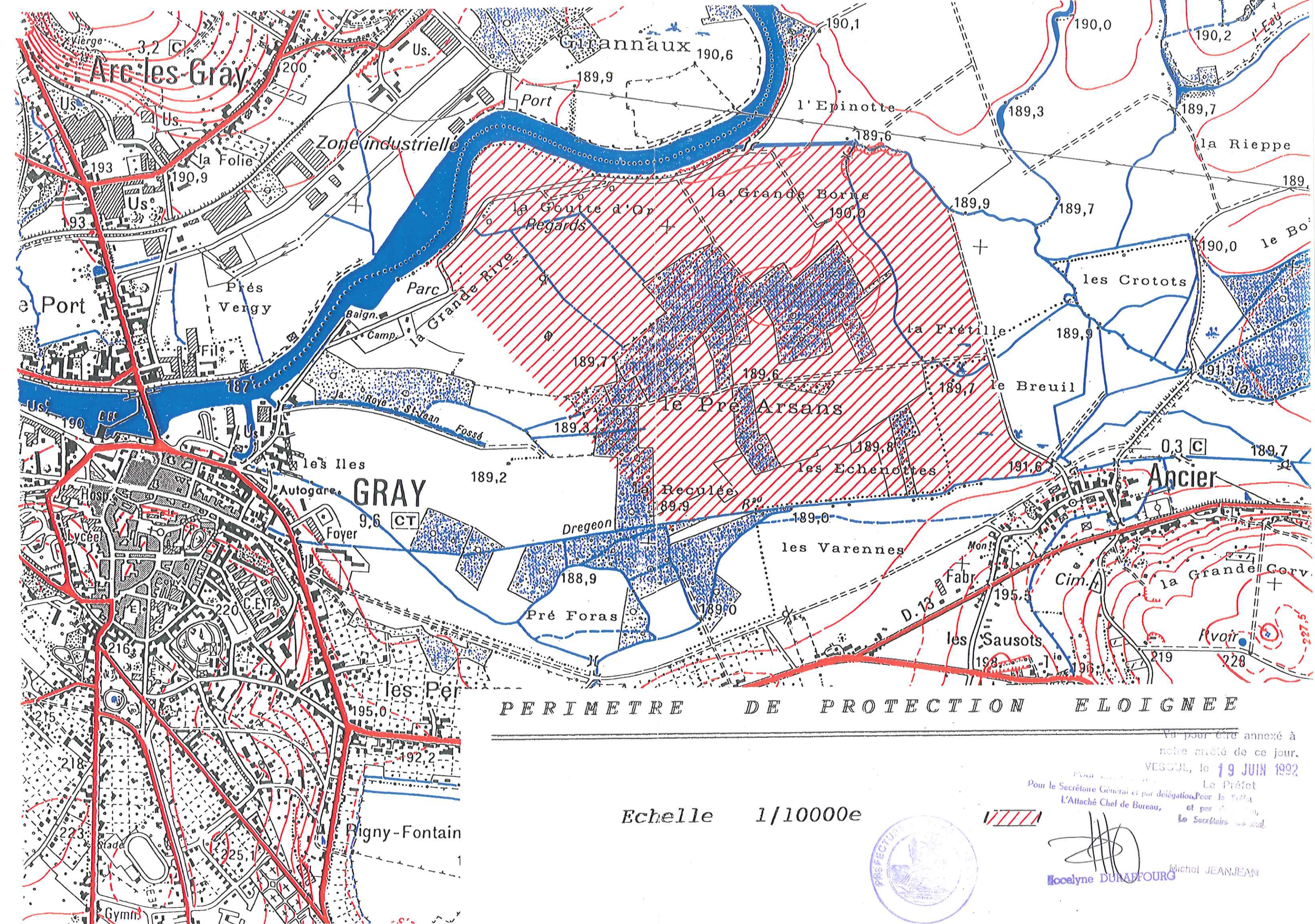



 Jocelyne DURAUFFOURG

Michel JEANJEAN
 89 227

Pour le Secrétaire Général et par délégation, le 19 JUIN 1992
 Pour le Préfet, et par délégué, Le Secrétaire Général,





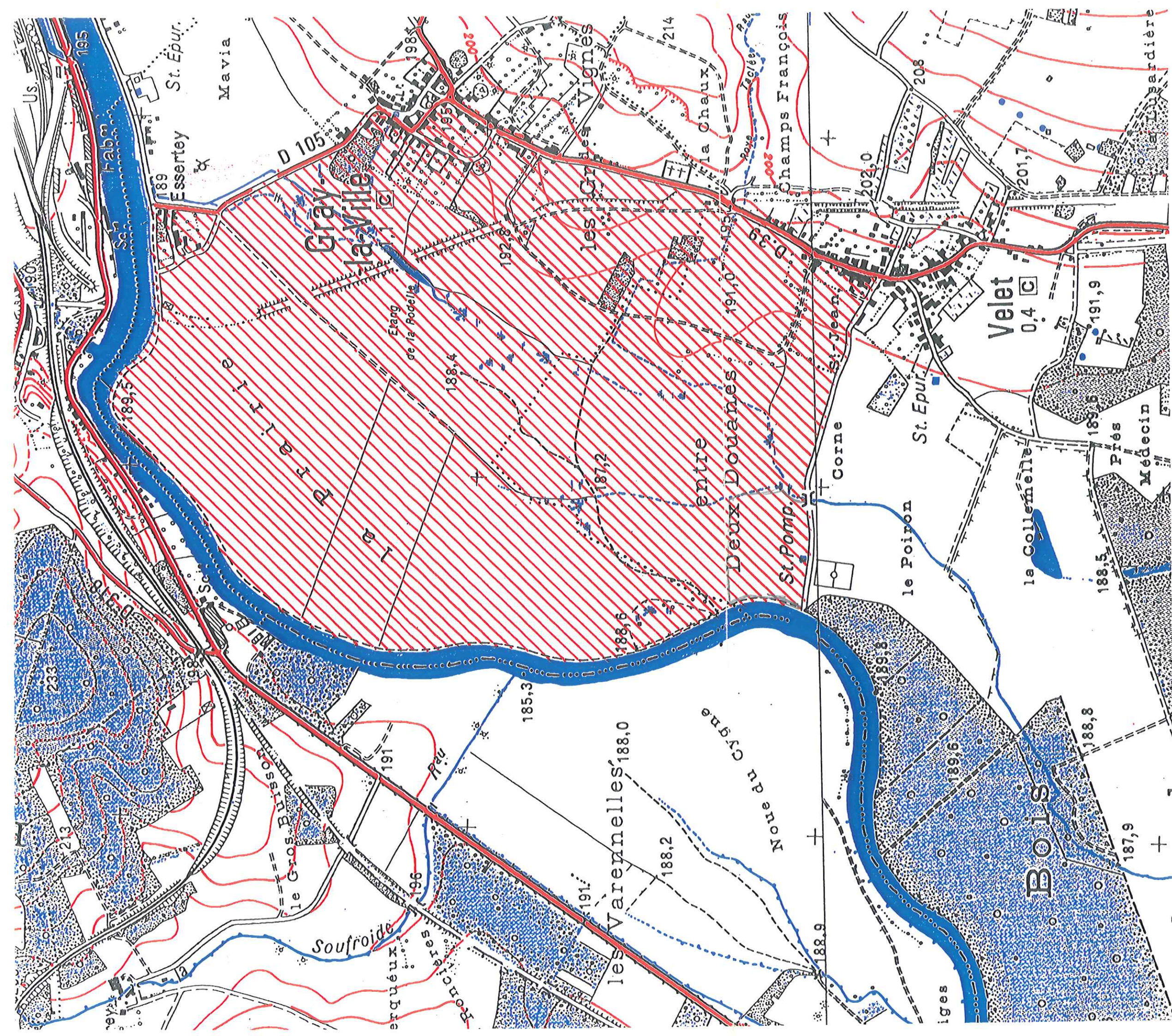
PERIMETRE DE PROTECTION ELOIGNEE

Echelle 1/10000e

Vu pour être annexé à
notre arrêté de ce jour,
VESOUL, le 19 JUIN 1992
Le Préfet
Pour le Secrétaire Général et par délégation Pour la Préfecture
L'Attaché Chef de Bureau, et par délégation
Le Secrétaire adjoint



Michel JEANJEAN
Hocelyne DUNAUFOURG



PERIMETRE DE PROTECTION ELOIGNEE

Pour le Secrétaire Général et par délégation,
L'Attaché Chef de Bureau
VESOUL, le 11/11/1902
Le Préfet



Echelle 1/100000e



[Signature]

Le Secrétaire Général

Kocayne DURAFFOURG

DÉPARTEMENT
SAÛNE
DIRECTION
DÉPARTEMENTALE
DE L'ÉQUIPEMENT
ARRONDISSEMENT
INFRA-OPÉRATIONNEL
SUBDIVISION FONCTIONNELLE
EAU ET ASSAINISSEMENT

COMMUNES URBAINES

ALIMENTATION EN EAU POTABLE

MESURES PRISES POUR ASSURER LA
PROTECTION DES CAPTAGES

— 000 —

24

GRAY

Echelle : 1 / 25 000

LEGENDE

PUITS ou FORAGES

SOURCES CAPTAGES

RESERVOIRS

STATIONS DE POMPAGE



protégés



non protégés



protégés



non protégés



— 00000 —

— SUIV. N°
BORDEREAU

— PLAN N°
date

Mentions

indice date nature

Dressé par ingénieur des T. & E.
Chef de la SUBDIVISION FONCTIONNELLE
VESOUL, le 12 MARS 1973

M. BRAUD

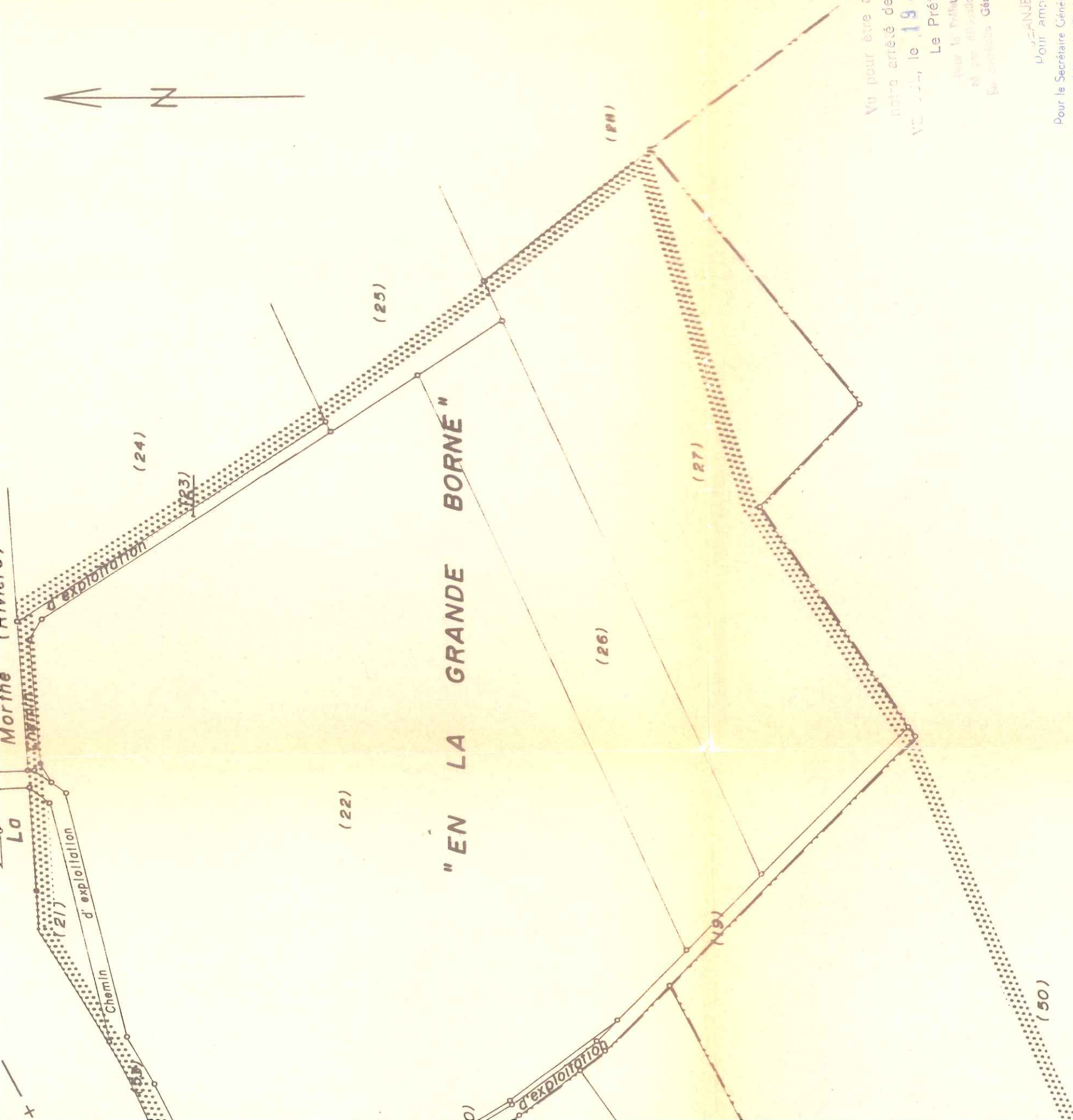
Présenté par directeur
Départemental de l'équipement
VESOUL, le 13 MARS 1973

Vérifié par ingénieur d'Arron-
dissement

VESOUL, le 13 MARS 1973

M. MICHEL

La Morthe (Rivière)



"EN LA GRANDE BORNE"

Vu pour être annexé à
notre arrêté de ce jour
Le 19 JUIN 1992

Le Préfet
Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général,

JEANJEAN

Pour ampliation :
Pour le Secrétaire Général et par délégation,
L'Attaché Chef de Bureau,

Jocelyne DURAFFOURG



/// Périmètre de protection immédiate
.... Périmètre de protection rapprochée

ES ARSANS "

Plan dressé par le Cabinet LEDUC Benoit, Géomètre-Expert DPLG à GRAY . JUIN 1989 .

VILLE DE GRAY 70

Périmètres de protection des Sources

Puits de la Goutte d' Or

Saône

(Rivière)

Chemin

Fossé

(7)

(5)

(4)

(3)

(52)

(8)

(18)

(17)

(16)

(15)

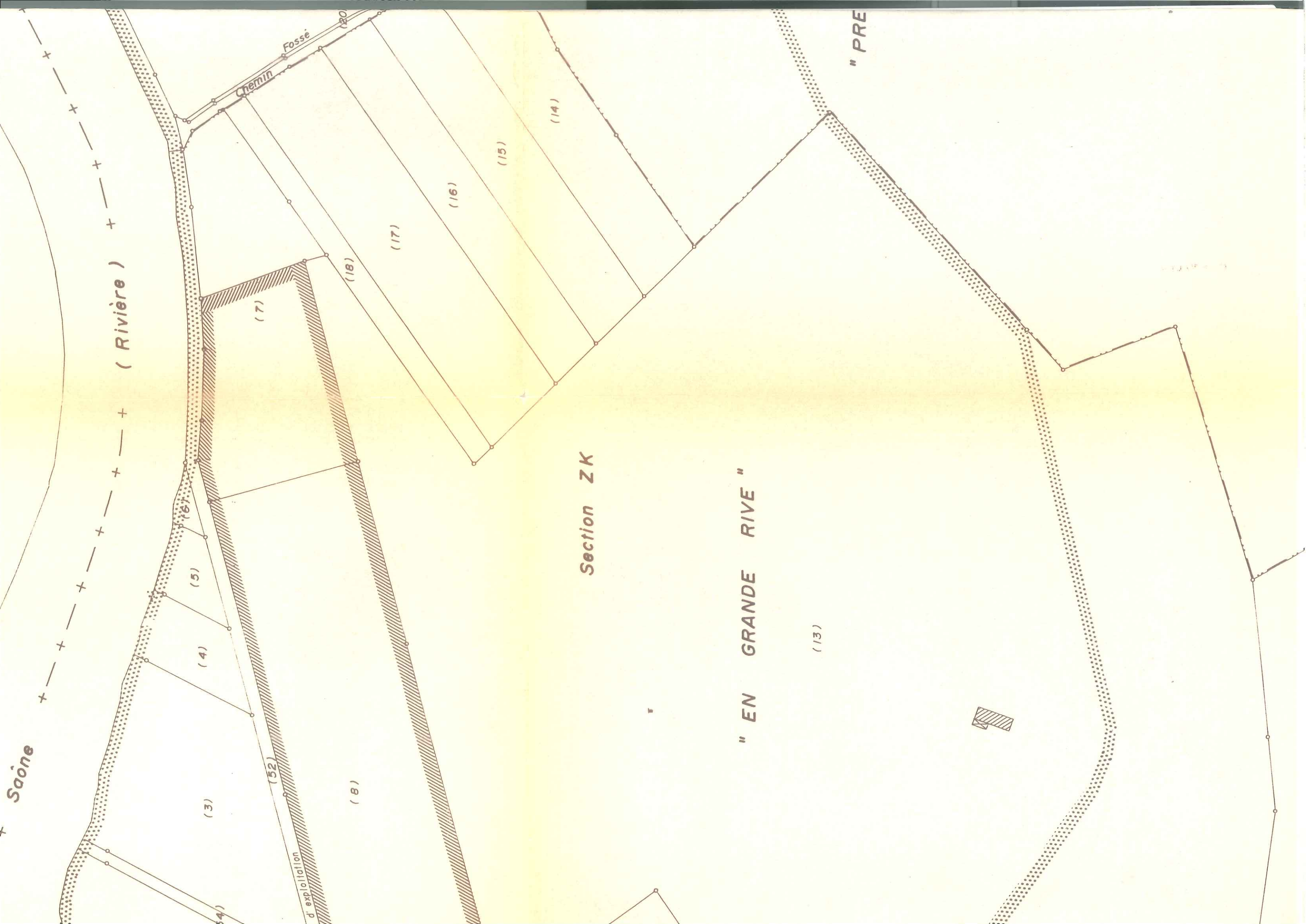
(14)

Section ZK

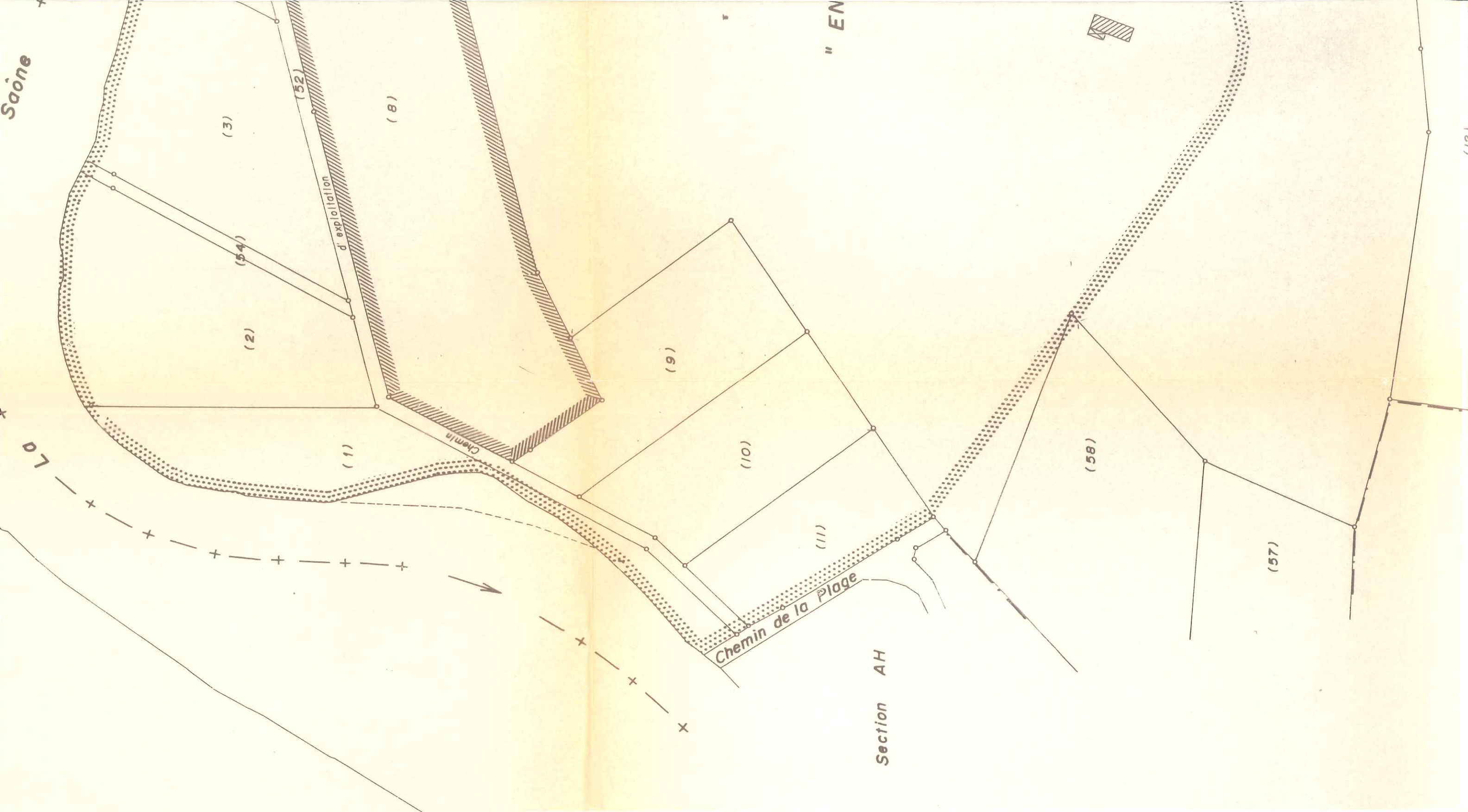
" EN GRANDE RIVE "

(13)

" PRE



Saône



REPUBLIQUE FRANCAISE

PREFECTURE DE LA HAUTE-SAONE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE
ET DE LA FORET

SERVICE DE L'EQUIPEMENT RURAL

19 JUIN 1992

ARRETE 2D/4B/I/91/N° 1486 en date du
portant déclaration d'utilité publique
d'établissement des périmètres de
protection (portant autorisation de
dérivation des eaux) à entreprendre
par le District Urbain de GRAY sur le
territoire des communes de GRAY et VELET.

LE PREFET DE LA HAUTE-SAONE

VU le projet de création des périmètres de
protection à présenter par le District Urbain de GRAY ;

VU le plan des lieux et notamment les plans et
états parcellaires des terrains compris dans les périmètres de
protection des puits de "la Goutte d'Or" à GRAY et "entre deux
douanes" à VELET ;

VU la délibération du District Urbain en date
du 24 août 1989 adoptant le projet et demandant la déclaration
d'utilité publique desdits travaux ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène de la Haute-Saône en date du 17 janvier 1991 ;

VU le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé, conformément à l'arrêté préfectoral 2D/4B/I/91/N°1096 en date du 16 mai 1991 en vue de la déclaration d'utilité publique sususvisée ;

VU le rapport du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 16 juin 1992 sur les résultats de l'enquête ;

VU le Code rural et notamment l'article 113 sur la dérivation des eaux non domaniales ;

VU le Code de l'administration communale ;

VU le décret-loi du 8 août 1935 sur la protection des eaux souterraines et les textes qui l'ont modifié ou complété ;

VU les articles L.20 et L.20.1 du code de la santé publique ;

VU la circulaire interministérielle du 10 décembre 1968 relative aux périmètres de protection des points de prélèvements d'eau destinés à l'alimentation des collectivités humaines ;

VU la loi modifiée N° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution ;

VU le code d'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment ses articles L.11.1 à L.11.7 et R.11.1 à R.11.18 inclus ;

VU le décret n° 67.1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi modifiée N° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU l'arrêté du 10 juillet 1989 définissant les procédures administratives concernant les eaux destinées à la consommation humaine ;

VU le décret modifié n° 89.3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;

VU la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU le décret modifié N° 55.22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière (article 36-2ème) et le décret d'application modifié N° 55.1350 ;

VU l'avis du commissaire-enquêteur qui est favorable à la réalisation du projet ;

VU les délibérations du conseil du District Urbain en date des 26 novembre 1991 et 30 mars 1992 décidant l'abandon du puits "du stade" à ARC LES GRAY et s'engageant à étudier l'installation d'un système de déférisation et démanganisation ;

Considérant que les travaux projetés n'entrent pas dans la catégorie de ceux prévus à l'article 2 du décret N° 72.195 du 29 février 1972 ;

Sur la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Saône.

- A R R E T E -

ARTICLE 1 : - Sont déclarés d'utilité publique l'établissement des périmètres de protection des puits de "la Goutte d'Or" à GRAY et ceux des puits "entre deux douanes" à VELET alimentant le District Urbain de GRAY en eau potable.

ARTICLE 2 : - Le District Urbain de GRAY est autorisé à dériver les eaux - des puits de GRAY, jusqu'à concurrence de 5000 m³/jour avec un maximum horaire de 300 m³.

- des puits de VELET, jusqu'à concurrence de 1500 m³/jour avec un maximum horaire de 100 m³.

ARTICLE 3 : - Il sera établi un périmètre de protection immédiate, un périmètre de protection rapprochée et un périmètre de protection éloignée autour des puits de GRAY et de ceux de VELET, conformément aux indications des plans et des états parcellaires annexés au présent arrêté en application des dispositions de l'article L 20 du Code de la Santé Publique et du décret N° 61.859 du 1er août 1961 complété et modifié par le décret N° 67.1093 du 15 décembre 1967.

ARTICLE 4 : - A l'intérieur des périmètres de protection immédiate, qui devront appartenir en pleine propriété au District Urbain de GRAY, toute activité y est interdite. Ils devront être clos ; le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt dressera procès-verbal de l'opération.

ARTICLE 5 : - Les périmètres de protection rapprochée sont définis aux plans et aux états parcellaires annexés au présent arrêté.

A l'intérieur de ces périmètres, y sont interdit :

- toutes les activités, installations, dépôts, susceptibles d'entraîner une pollution de l'eau,

- le creusement de puits destinés à l'alimentation des particuliers ou du bétail,

- le drainage,

- les établissements classés.

De plus, les terrains inclus dans ces périmètres devront être : ou laissés en prairie, ou boisés, ou, s'ils sont cultivés, les apports de nitrates y sont interdits.

ARTICLE 6 : - Les périmètres de protection éloignée sont limités pour les puits de VELET :

- par la Saône au nord et à l'ouest ;
- par le chemin rural dit de la Plage au sud ;
- et par les routes départementales N° 39 et 105 à l'est.

pour les puits de GRAY :

- par la Saône au nord ;
- par le ruisseau "le Dregeon" au sud ;
- par la rivière "la Morte", les chemins d'exploitation n° 3 de GRAY, n° 2 d'ANCIER à l'est et prolonge le périmètre de protection rapprochée jusqu'au ruisseau "le Dregeon" pour la limite sud.

A l'intérieur de ceux-ci, y est interdit l'exploitation de sablières.

Le présent arrêté sera notifié aux administrations concernées par cette interdiction.

ARTICLE 7 : - Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique. La qualité des eaux sera placée sous contrôle du Conseil Départemental d'Hygiène.

ARTICLE 8 : - Pour les activités, dépôts et installations existant à la date de publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus aux articles 4 et 5, il devra être satisfait aux obligations résultant à l'institution desdits périmètres dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Le District Urbain devra, dans le même délai, s'être engagé dans le projet de déférisation et démanganisation de l'eau des puits de GRAY.

ARTICLE 9 : - Les expropriations éventuelles devront être réalisées dans un délai de cinq ans à compter de la date du présent arrêté.

ARTICLE 10 : - Quiconque aura contrevenu aux dispositions des articles 4 et 5 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret N° 67.094 du 15 décembre 1967 pris pour l'application de la loi modifiée N° 64.1245 du 16 décembre 1964.

ARTICLE 11 : - Les arrêtés préfectoraux 2D/3/I/58/N° 841 du 20 mars 1958 et 1D/1/I/N° 612 du 21 mars 1968 portant déclaration d'utilité publique les travaux d'alimentation en eau potable, autorisant la dérivation d'eau et établissant une zone de protection des puits d'alimentation en eau potable de VELET et GRAY sont abrogés.

ARTICLE 12 : - Le présent arrêté sera, par les soins et à la charge du District Urbain de GRAY, d'une part publié à la conservation des hypothèques du Département de la Haute-Saône et d'autre part notifié aux administrations et à chacun des propriétaires des terrains concernés par l'établissement desdits périmètres. Une copie de ces actes sera adressée au Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt à Vesoul.

ARTICLE 13 : - Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Saône, le Président du District Urbain de GRAY, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Haute-Saône et dont ampliation sera adressée au Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales.

POUR AMPLIATION,
POUR LE SECRETAIRE GENERAL ET PAR DELEGATION,
L'ATTACHE, CHEF DU BUREAU



Jocelyne DURAFFOURG



FAIT A VESOUL, LE

LE PREFET,
POUR LE PREFET ET PAR DELEGATION,
LE SECRETAIRE GENERAL
Michel JEANJEAN

19 JUIN 1992